

INDUSTRIE

EGL. Sur la piste d'une nouvelle énergie, le gaz de mine

EGL, société australienne, à la recherche de gisement de gaz minier en Lorraine, entame sa phase de tests sur le puits de forage de Folschviller. Objectifs : produire et vendre le gaz minier.

Le méthane, présent dans le charbon et qui était la hantise des mineurs au moment des coups de grisou, refait parler de lui. Il intéresse tout particulièrement EGL (European gas limited), spécialiste de l'exploitation d'hydrocarbures. Le groupe industriel d'origine australienne, installé à Freyming-Merlebach en 2005, effectue, depuis, des recherches sur les gisements de gaz de mine dans le bassin lorrain.

« Notre objectif est de pouvoir exploiter le gaz prisonnier du charbon et de le revendre. Aux USA, 10 % du gaz consommé vient du charbon », explique Fabrice Toussaint, directeur des opérations. Une nouvelle manne en matière d'énergies quand on voit le coût du baril de brut.

« Nous savons qu'il existe un très fort potentiel en Lorraine. Mais pour le moment, nous n'en som-

mes encore qu'à la phase de recherche de sites et de tests. » Un potentiel estimé autour de 28 milliards de m³.

Générer de l'électricité

Un puits, qui a mobilisé à lui seul un investissement de 4,5 M€, vient ainsi d'être foré à Folschviller. « D'ici quelques mois, lorsque nous aurons déterminé le niveau de débit de gaz et sa qualité, nous pourrions alors étudier plus en détail les coûts de développement. »

Sachant que selon la nature et la localisation des gisements, le gaz pourra alors être exploité de trois façons. « Il peut servir à générer de l'électricité, être vendu et livré aux industriels locaux par le biais de pipelines ou encore être directement connecté au réseau GRT de Gaz de France ».

À terme si tout se déroule pour le mieux, EGL envisage d'exploiter une centaine de puits en Lorraine.

EGL en bref

- CA groupe EGL : 7 M €
- Effectif en Lorraine : 9 personnes
- Tél. : 03.87.04.32.11
- www.europeangas.com.au

Centrale Emile Huchet. E.ON majoritaire dans la SNET

Le groupe allemand E.ON a acquis 65 % du capital de la Société nationale d'électricité et de thermique (Snet), possédés auparavant par le groupe Endesa.

Troisième producteur d'énergie français, la Snet fournit de l'électricité à partir de quatre sites (Émile Huchet à Saint-Avold, Hornaing dans le Nord, Lucy à Montceau-les-Mines et Gardanne dans les Bou-

ce installée de 2.500 MW.

Les capacités de production actuelles françaises viendront s'ajouter au portefeuille européen d'E.ON Energie, dont la capacité de production électrique s'élève à 28.479 MW, avec des ventes d'électricité en 2007 de 313,7 TWh et de gaz de 126,2 TWh.

Reste à savoir si le nouvel actionnaire va valider les projets d'investis-

Sovab. La Région engage 900.000 €

La Sovab se prépare à produire le futur successeur du Master en réorganisant son processus de production et avec un plan de formation de 10 M€ sur deux ans, soutenu par le conseil régional.

Les 1.800 personnes embauchées par la Société des véhicules automobiles de Batilly (Sovab) ces dix dernières années, pour 2.433 salariés début juillet, témoignent du succès des véhicules Master et Mascott assemblés dans l'usine de la filiale à 100 % de Renault.

« Même si le marché du véhicule utilitaire est à tendance baissière cette année, avec une baisse de 2,6 % par rapport à 2007, le succès de nos modèles reste insolent », se félicite Pierre Monflier, directeur de l'entreprise lorraine.

900.000 € de la Région

Cependant, « les véhicules sont faits pour être remplacés », ajoute le manager. Pour produire le remplaçant du Master, dont les premiers exemplaires sortiront de son usine dès l'automne 2009, la Sovab a lancé en 2006 un plan d'in-



● Laurence Demonet, vice-présidente du conseil régional de la Moselle, et Jean-Yves Le Déaut, vice-président de la Sovab.

investissement d'un montant global de 200 M€. Le 11 juillet, son volet formation a donné lieu à la visite de Laurence Demonet et de Jean-Yves Le Déaut, vice-président du conseil régional, et de Paola Zanetti, conseillère régionale déléguée à la formation. L'instance régionale participe en effet à hauteur de 900.000 € sur deux ans (2009-2010) à la formation de 2.000 personnes. Une ent-

Union des industries chimiques. Croissance de 2,7% attendue

Parmi les nombreux points abordés par l'UIC, Union des industries chimiques de Lorraine lors de son assemblée générale, l'emploi, le

